



Focus 3 - Décembre 2012



Une publication  
des économistes de l'UCL

## Eau et gaz à tous les étages? Pas sûr, et certainement pas pour tout le monde...

Thierry Bréchet

Thierry Bréchet est professeur d'économie à la Louvain School of Management (UCL) et chercheur au CORE (UCL).

[thierry.bréchet@uclouvain.be](mailto:thierry.bréchet@uclouvain.be)

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) vient de publier son rapport annuel. Celui-ci présente ses perspectives du système énergétique mondial à l'horizon 2035 (il est disponible en français sur le site de l'Agence : <http://www.iea.org/publications/worldenergyoutlook>). Le but de ces projections n'est pas de prévoir ce que sera le futur mais d'explorer ce qu'il pourrait être (sous différents scénarios), d'identifier les défis à venir et d'ainsi pousser les décideurs (publics et privés) à réagir à ces signaux afin d'éviter les problèmes annoncés.

Ce rapport offre un éventail d'analyses bien plus large que ce que la presse a bien voulu lui faire écho. L'objet de ce focus est d'attirer l'attention sur des sujets qui, selon nous, n'ont pas été suffisamment relayés dans l'opinion publique.

Premier sujet : le pétrole. Toutes les discussions alarmistes tenues ces dernières années (notamment en 2008 quand le cours du baril a culminé -quelques jours- à 148 dollars) sur le pic pétrolier (le moment où la production mondiale va inexorablement décliner) devraient être sérieusement reconsidérées. La plupart de ces analyses négligent en effet deux choses. D'une part, la manière dont l'offre et la demande interagissent, via les prix. Une hausse du cours du baril pousse les consommateurs à faire des économies et les producteurs à augmenter leur offre en exploitant des forages plus coûteux (mais qui deviennent rentables). D'autre part, ce qui se passe au niveau global (le cours du baril de pétrole, l'évolution de la production mondiale) peut être différent de ce qui se passe au niveau local (la décision de consommation ou de production), même si les deux niveaux sont également en interaction. Par exemple, que la production mondiale de pétrole brut (ou conventionnel) décline (ce qui est le cas actuellement) ne signifie pas que la consommation de ce même pétrole va nécessairement décliner en Belgique. Pourquoi ? Parce que l'élévation du prix va exclure certains consommateurs qui n'ont plus la capacité ou le désir d'acheter du pétrole lorsqu'il devient plus cher.

Il est confirmé dans ce rapport que la production de pétrole conventionnel décline depuis 2006. Cette réduction est compensée par d'autres sources dites «non conventionnelles» (sables et schistes bitumeux, offshore profond, etc.), avec des coûts économiques et environnementaux plus élevés, mais qui deviennent

Bréchet T. (2012), Eau et gaz à tous les étages? Pas sûr, et certainement pas pour tout le monde, *Regards économiques*, Focus 3.  
doi: 10.14428/regardseco2012.12.11.03



rentables tant le cours du baril reste élevé et tant que les coûts environnementaux ne sont pas pris en compte (ce qui est le cas actuellement). Grâce au recours à ces «non conventionnels», le prix moyen du pétrole à l'importation pourrait se situer (selon l'AIE) à 125 \$ d'ici 2030 (en dollars 2010), soit une hausse ténue par rapport au cours actuel. Autrement dit, le pic n'aura que peu d'impact sur le prix de l'énergie fossile.

Deuxième sujet : l'efficacité énergétique. L'AIE enfonce un clou bien connu depuis des années mais sur lequel achoppent les pouvoirs publics : «l'efficacité énergétique est largement reconnue comme un point clé aux mains des décideurs politiques. Mais les efforts actuels sont loin d'exploiter la totalité du potentiel économique disponible». Autrement dit, on gaspille largement l'énergie dans nos modes de vie actuels. A l'échelon individuel, investir dans des économies d'énergie peut souvent nous rapporter de l'argent (les économies d'énergie compensent le montant de l'investissement). A l'échelon de la collectivité, il est souvent moins cher d'économiser l'énergie que de la produire. Produire toujours plus pour satisfaire une demande toujours croissante n'a donc pas de sens. Notamment, promouvoir les sources d'énergies renouvelables (par exemple pour éviter les émissions de gaz à effet de serre ou réduire la dépendance au pétrole importé) est nécessaire, mais promouvoir la sobriété énergétique l'est tout autant. A cet égard, les politiques publiques sont souvent inappropriées. A l'échelon mondial, l'AIE révèle ainsi que les subventions aux énergies fossiles sont six fois plus importantes que celles octroyées aux énergies renouvelables.

Troisième sujet : l'accès à l'énergie. Selon l'AIE, «près de 1,3 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité, et 2,6 milliards sont privés de combustibles et technologies de cuisson modernes». Après l'accès à l'eau (potable et sanitaire), cet accès à l'énergie constitue l'un des principaux freins au développement humain. En Belgique, l'accès à l'énergie et la vulnérabilité énergétique constituent également des facteurs de discrimination sociale puissants. Par exemple, la part du budget consacrée au chauffage et à l'éclairage est deux fois plus importante pour les ménages les plus pauvres (situés dans les deux premiers déciles de revenus) que pour les plus riches (les deux derniers déciles). Autre exemple, la vulnérabilité à un doublement des prix pétroliers est particulièrement marquée dans certaines zones géographiques où les revenus sont plus faibles, les maisons mal isolées et les dépenses de déplacement plus importantes (voir le numéro 87 de *Regards économiques* sur territoire wallon et pic pétrolier). En résumé, le renchérissement de l'énergie auquel on assiste est un facteur d'accroissement important des inégalités dans notre pays, aussi bien en termes de mobilité qu'en termes de confort de vie.

Dernier sujet sans doute inattendu : l'eau. L'eau est un facteur essentiel à la production d'énergie : pour la génération d'électricité, pour l'extraction, le transport et traitement du pétrole, du gaz et du charbon, ainsi que pour la production (irrigation) des agrocarburants. La vulnérabilité du secteur énergétique aux contraintes liées à l'eau n'épargne aucun pays : coût de désalinisation de l'eau de mer, concurrence pour les usages agricoles (irrigation, arrosage) ou l'exploitation du gaz de schiste (qui requiert de grandes quantités d'eau). L'un des facteurs limitatifs à la production d'énergie pourrait donc bien être l'eau. Le diable est souvent dans les détails.

Comment conclure dans cet imbroglio de problèmes? Quitte à rapporter les travaux de l'AIE, autant utiliser ses propres termes : «Même en tenant compte des politiques et développements récents, le système énergétique mondial ne semble toujours pas s'être engagé sur une voie plus durable». Autrement dit, à l'aube de ce XXI<sup>ème</sup> siècle, l'eau et le gaz ne sont toujours pas garantis à tous les étages de notre société.



**REGARDS ÉCONOMIQUES**

**IRES-UCLouvain**

Place Montesquieu, 3  
B1348 Louvain-la-Neuve  
regard-ires@uclouvain.be  
tél. 010 47 34 26

[www.regards-economiques.be](http://www.regards-economiques.be)

Directeur de la publication :

*Vincent Bodart*

Rédactrice en chef :

*Muriel Dejemeppe*

Secrétariat & logistique :

*Virginie Leblanc*

Graphiste :

*Dominique Snyers*

Comité de rédaction :

*Paul Belleflamme*

*Vincent Bodart*

*Muriel Dejemeppe*

*Frédéric Docquier*

*Jean Hindriks*

*Marthe Nyssens*

*William Parienté*

*Mikael Petitjean*



 **UCLouvain**

